

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

ZI Pré Charpin
58300 Champvert

Références : 250158
Code AIOT : 0005401367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE, implanté ZI Le Pré Charpin - 58300 Champvert. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- ZI Le Pré Charpin - 58300 Champvert
- Code AIOT : 0005401367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SUEZ Organique exploite sur le territoire de la commune de Champvert une installation de production de composts et d'amendements organiques à partir du mélange de boues de stations d'épuration et de déchets verts. L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques ICPE 2780-2 et 3532. Par arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2024, une autorisation d'épandage de lixiviats et composts non-normés a été accordée à l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 29	Demande d'action corrective	1 jour
10	Auto-surveillance des déchets à épandre	AP Complémentaire du 25/11/2024, article 12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission des matières et déchets	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	Sans objet
2	Clôture du site	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4	Sans objet
3	Entretien des voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 21.1	Sans objet
6	Déclaration résultats PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Déchets à épandre	AP Complémentaire du 25/11/2024, article 4	Sans objet
8	Programme prévisionnel d'épandage	AP Complémentaire du 25/11/2024, article 10	Sans objet
9	Cahier d'épandage	AP Complémentaire du 25/11/2024, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du PPC pour l'année 2025. Malgré un problème de connexion internet le jour de l'inspection, l'exploitant a pu fournir les éléments nécessaires permettant de vérifier le respect des prescriptions. Des documents informatiques complémentaires ont également été transmis suite à la visite.

Le site apparaît globalement bien géré et l'exploitant a fait preuve de réactivité en apportant des solutions à certaines observations formulées, telle que la réparation rapide d'un panneau de clôture dégradé.

Néanmoins, des non-conformités sont relevées et doivent faire l'objet d'actions correctives. Elles portent notamment sur la gestion du bassin de collecte des eaux, l'usage du réseau d'eau incendie et l'analyse des lixiviats avant épandage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des matières et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des matières et déchets
Prescription contrôlée : Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site. [...] Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'<u>arrêté du 8 janvier 1998</u> permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'<u>article R. 541-8 du Code de l'environnement</u> ;- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées. Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. [...]
Constats : En 2024, l'établissement a admis 15 104 T de boues issues de stations d'épuration, 87 T de boues d'une industrie agroalimentaire, 5 756 T de déchets verts et 1 457 T de structurants (écorces). L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de livraison refusée en 2024. L'établissement rencontre depuis plusieurs semaines un problème de connexion Internet qui ne permet pas l'accès au logiciel Tradeo qui assure l'enregistrement des données. Une traçabilité papier des apports est néanmoins présente sur site et a permis de vérifier, par sondage, si les informations utiles sont bien collectées. Ces données sont ensuite saisies dans le logiciel depuis un autre site. Le site est équipé d'un pont-basculé que les camions empruntent en entrant (poids à charge) et en sortant du site (poids à vide). L'absence de connexion internet empêche le report des données de pesée. Durant cette période « dégradée », l'exploitant indique que les informations de pesée sont contrôlées au pont-basculé par le chef d'équipe à l'arrivée et au départ du camion. Un exemple de

bon renseigné par le chef d'équipe est montré à l'inspection.

Une admission est choisie par sondage et correspond à un apport de boues du 5 mars 2025 provenant de Marseille. La traçabilité papier, correspondant à un bordereau de suivi de déchets, mentionne :

- la dénomination du déchet et le code associé : boues d'épuration [190805]
- le producteur : SERAMN
- le transporteur : A.B.S. Clamecy
- l'installation de destination : Amendements Nivernais CHAMPVERT
- la date de réception : le 05/03/2025
- la quantité reçue : 29,58 T

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 24/03/2025 une extraction de son registre informatique pour la semaine du 3 au 7 mars. Cet apport de boues apparaît bien dans le registre avec la référence R/25/000198. Les différentes informations réglementaires sont bien reprises dans ce registre, notamment la date de fin de traitement (information manquante lors de l'inspection du 08/06/2021 = non-conformité n°1).

Des résultats d'analyses, une Fiche d'Identification du Déchet (FID) et un Certification d'Acceptation Préalable (CAP) sont également rattachés à ces boues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site

Prescription contrôlée :

Le site doit être clos à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux installations connexes d'un élevage compostant ses propres effluents.

Constats :

Le site est ceinturé d'un grillage sur sa périphérie et un portail est présent à l'entrée du site. Le linéaire de grillage, qui avait fait l'objet d'une observation lors de l'inspection de 2021 du fait de son état dégradé (au sud-ouest du site), a été réparé. En revanche, le tour du site fait apparaître la présence d'un panneau abîmé par une branche, sans pour autant permettre un accès libre au site. L'exploitant indique que cette dégradation résulte d'un coup de vent le week-end précédent et d'un mauvais entretien de la végétation arborée par les riverains. Il précise qu'une ronde est réalisée chaque semaine pour vérifier l'état des clôtures. Suite à l'inspection, l'exploitant a fait remplacer le panneau abîmé (photo transmise le 25/03/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 21.1

Thème(s) : Autre, Entretien des voies de circulation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies et aires de circulation, les pistes et voies d'accès sont maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'inspection, un léger dépôt de boue est constaté sur la piste principale de circulation et peut s'expliquer par les précipitations récentes. En revanche, il n'a pas été observé de salissures en sortie de site et les fossés en périphérie de la plate-forme présentaient un état entretenu lors de la visite. Il n'a pas été constaté d'obstacle sur les zones de circulation susceptible de gêner l'intervention des secours.</p> <p>L'exploitant indique qu'une procédure de nettoyage est définie (document transmis à l'inspection) et prévoit notamment un raclage systématique des pistes en fin de journée, le passage ponctuel d'une balayeuse et un arrosage en période sèche.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les exploitants des installations existantes établissent la liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisation de celles-ci, réalisent une étude de dispersion pour vérifier que leur installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné ci-dessus. En cas de non-respect de la limite de 5 uoE /m³ dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation.</p> <p>L'étude de dispersion est réalisée aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité par un organisme compétent. Elle n'est toutefois pas obligatoire lorsque le débit d'odeur global de l'installation ne dépasse pas la valeur de 20 millions d'unités d'odeur européennes par heure en conditions normalisées pour l'olfactométrie (20.106 uoE/h) ou lorsque l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude odeurs réalisée par le bureau d'études Tauw en 2021 (rapport du 28/05/2021) a mis en évidence un débit global d'odeur de l'installation supérieur à 20 millions d'unités d'odeur par heure, seuil déclenchant la réalisation d'une étude de dispersion. Cependant, ce rapport de 2021 indiquait que l'étude de dispersion réalisée en 2011 montrait des concentrations odorantes inférieures à 5 uoE /m³ pour les tiers à proximité alors que le flux global d'odeur était plus important que celui enregistré en 2021. L'exploitant a ainsi considéré être dans le cas d'un environnement de l'installation présentant une sensibilité particulièrement faible.</p> <p>Sur les recommandations du bureau d'études, l'exploitant s'était engagé par courrier du 18/06/2021 à mettre en place un système d'aération au niveau du bassin de collecte des lixiviats, source identifiée comme la plus odorante dans l'étude de 2021.</p>

<p>Il n'a pas été constaté la mise en place de ce système d'aération au niveau du bassin et l'exploitant s'interroge aujourd'hui sur la pertinence de mettre en œuvre un tel dispositif.</p> <p>Par ailleurs, la nécessité de curer ce bassin a été évoquée lors de différentes inspections mais l'exploitant indiquait la difficulté d'une telle opération tant que le plan d'épandage ne serait pas validé. À ce jour, les premières opérations d'épandage ont eu lieu mais le curage du bassin n'est toujours pas planifié. À noter que l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008 prévoit que l'exploitant prenne "les dispositions nécessaires pour éviter la stagnation prolongée de boues en fond de bassins de rétention des eaux de ruissellement".</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'est pas enregistré de plainte vis-à-vis des odeurs.</p> <p>Lors de la visite, une odeur est constatée à proximité du bassin mais s'estompe vite en s'éloignant.</p>
--

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Définir dans les plus brefs délais un plan d'action conforme aux engagements pris ou toute autre disposition permettant de répondre aux objectifs visés, à savoir réduire le flux d'odeurs depuis le bassin. Dans le cas d'actions différentes des recommandations de l'étude odeurs de 2021 et engagements pris, il est demandé à l'exploitant de vérifier l'efficacité des actions entreprises (nouvelles mesure de concentration d'odeurs au niveau du bassin par exemple).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de cinq ans.</p> <p>[...]</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est doté de deux circuits d'eau issus du réseau public : le circuit « Eau bureau » et le circuit « Eau incendie ». Chaque circuit est équipé d'un compteur relevé mensuellement.</p> <p>D'après les relevés mensuels consultés lors de la visite, les consommations d'eau sont d'environ 400 m³ en 2023 et 770 m³ en 2024. Selon l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral du 06/12/1995, la consommation du site ne doit pas dépasser 800 m³/an.</p> <p>L'exploitant indique que la consommation plus importante de 2024 s'explique par une fuite.</p>

<p>L'observation des données fait apparaître une consommation significative (>70 % de la consommation totale) depuis le circuit « Eau incendie ». L'exploitant indique que cette eau est utilisée depuis le poteau incendie du site pour nettoyer les camions de transport (plaques, bennes...). Il s'agit d'une non-conformité, cette eau devant être réservée aux sinistres, exercices de secours et opérations d'entretien du réseau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Stopper l'usage du réseau d'eau incendie pour des utilisations autres que celles prévues à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008. Envoyer les registres de prélèvements d'eau pour les 6 prochains mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 jour</p>

N° 6 : Déclaration résultats PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration résultats PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois campagnes d'analyse PFAS ont été réalisées sur les eaux collectées dans le bassin (lixiviats). Les résultats de ces campagnes ont bien été enregistrés dans GIDAF mais le volume moyen journalier n'a pas été renseigné.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a apporté les modifications utiles et ajouté le volume moyen journalier dans GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à bien mettre à jour ses informations dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déchets à épandre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets à épandre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets à épandre sont constitués exclusivement de composts non-normés et de lixiviats issus</p>

<p>de l'activité de compostage objet du présent arrêté.</p> <p>La quantité de compost non-normé à épandre est limitée à 503 tonnes par an.</p> <p>La quantité de lixiviats à épandre est limitée à 4 500 m³ par an.</p> <p>Ces deux types de déchets sont à valoriser sur des parcelles différentes lors d'une même année.</p> <p>Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu. Seuls les composts non-normés et les lixiviats ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que, jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de production de compost non-normé sur le site.</p> <p>Une première campagne d'épandage a été réalisée en 2025 (du 17/02 au 05/03) et concerne 1 630 m³ de lixiviats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Programme prévisionnel d'épandage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2024, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel d'épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage) sur ces parcelles, • une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés à l'article 13 du présent arrêté, • une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, etc.), • les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale), • l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un planning prévisionnel d'épandage pour l'année 2025 a été transmis à l'inspection en décembre 2024. Il concerne strictement les lixiviats, l'exploitant indiquant qu'un nouveau programme d'épandage serait transmis en cas de production de compost non-normé.</p> <p>Ce document comprend bien :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles concernées en précisant que celles-ci correspondent bien à des parcelles autorisées selon la liste figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la caractérisation des cultures implantées avant et après épandage ; - la caractérisation des lixiviats à épandre ; - les préconisations d'épandage ;

- la liste des intervenants.

Le dimensionnement de ce planning prévisionnel est volontairement plus large que le volume autorisé afin de tenir compte de l'indisponibilité potentielle de certaines parcelles au cours de l'année.

Concernant les analyses de sol portant sur les éléments-traces, les résultats sont présentés dans le plan d'épandage de février 2022 et cela pour les huit parcelles engagées dans le planning prévisionnel de 2025. Dans le souci d'avoir un document autoportant, il est demandé à l'exploitant d'inclure ces éléments dans le planning prévisionnel.

Une nouvelle version du planning prévisionnel a ainsi été transmise à l'inspection le 25/03/2025. Cette version intègre les analyses de sol et quelques demandes de précisions formulées lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2024, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Cahier d'épandage

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Constats :

L'épandage réalisé en 2025 a concerné une seule parcelle (22-04) occupée par de la prairie. Le cahier d'épandage présenté lors de l'inspection concernait l'ensemble de la période d'épandage (du 17/02 au 05/03) mais sans le détail journalier exigé. L'exploitant indique qu'une personne chez SUEZ est spécifiquement dédiée à cette activité et compile ces données.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le 25/03/2025 le détail des différentes journées d'épandage en renseignant les informations réglementaires mentionnées à l'article 11 de son arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à bien renseigner le cahier à la fin de chaque journée d'épandage et à y inclure les résultats d'analyses pratiquées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Auto-surveillance des déchets à épandre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2024, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des déchets à épandre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12.1 - Généralités</p> <p>Le volume des composts non-normés et des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.</p> <p>L'exploitant effectue des analyses des déchets lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité. Ces analyses (compost non-normé et lixiviats) portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • valeur agronomique des boues (pH, taux de matière sèche, matière organique, azote Kjeidhal, phosphore, calcium, magnésium, potassium), • éléments-traces métalliques (Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Se), • composés-trace organiques (HAP, PCB 28, 52, 101, 118, 153, 180). <p>Les analyses des déchets portant sur les éléments-traces métalliques et les composés-traces organiques sont réalisées dans un délai tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage.</p> <p>Les analyses portant sur la valeur agronomique des boues sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage.</p> <p>L'analyse de compost est réalisée par lot au terme d'un mois et demi de maturation, avant chaque épandage.</p> <p>En cas de modification de la capacité de production annuelle nominale de déchets, la fréquence d'analyse pourra évoluer. Dans tous les cas, elle devra respecter les valeurs définies par l'annexe IV de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.</p> <p>Article 12.2 - Auto-surveillance pendant la période de Covid-19</p> <p><i>a) Surveillance du compost non-normé</i></p> <p>Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 30 avril 2020 modifié, chaque lot de compost non-normé doit faire l'objet d'un enregistrement du suivi des températures, de la durée de compostage et du nombre de retournements.</p> <p><i>Le producteur du compost non-normé</i> tient à disposition du préfet les résultats d'analyse garantissant le respect des critères d'hygiénisation définis par la norme NF U 44-095.</p> <p><i>b) Surveillance des lixiviats</i></p> <p>Le producteur des lixiviats tient à disposition du préfet les résultats d'analyse garantissant le respect des critères d'hygiénisation définis à l'article 16 de l'arrêté du 8 janvier 1998.</p> <p>Ces analyses portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salmonella < 8 NPP/10 g MS - entérovirus < 3 NNPU/10 g MS - œufs d'helminthes pathogènes viables < 3/10 g MS <p>L'exploitant établit un suivi des coliformes thermotolérants.</p>

<p>Constats :</p> <p>Une analyse des lixiviats collectés dans le bassin a été réalisée le 10/12/2024, soit avant la campagne d'épandage de février/mars 2025. Les paramètres analysés sont conformes à ceux listés à l'article 12.1 de l'arrêté préfectoral et les valeurs limites fixées à l'article 6 sont respectées. Il est pris en compte que l'arrêté du 30 avril 2020 cité à l'article 12.2 a été abrogé par arrêté du 7 février 2023.</p> <p>Concernant les agents pathogènes et coliformes, l'exploite indique qu'il réalise une analyse annuelle et la dernière date d'avril 2024. Cette analyse est cependant incomplète puisqu'elle n'inclut pas la recherche de salmonelles et coliformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réaliser, avant la prochaine campagne d'épandage, de nouvelles analyses portant sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 12 de son arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Concernant les analyses portant sur la valeur agronomique, l'exploitant s'assurera de les réaliser dans un délai le plus bref possible avant épandage et tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>